

POLITIQUE

LÉGISLATIVES : LE GOUVERNEMENT À L'OUVRAGE

Le porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a assuré hier que le cabinet Isoze Ngondet s'employait "à réunir toutes les conditions d'organisation des élections législatives aux dates prévues", c'est-à-dire au plus tard le 28 avril, au moins pour le 1er tour.

Page 3

FAIT DIVERS

LE FUGITIF

Il est presque devenu l'ennemi public numéro 1 dans la Nyanga. Pensionnaire de la prison de Tchibanga, Axel Nso Obame, la vingtaine, a faussé compagnie voilà deux mois à son gardien, de retour d'une audition au tribunal. Le jeune homme doit répondre des chefs de vol à main armée et vol qualifié.

Page 10

SOCIÉTÉ

MATERNITÉ : LES HORAIRES DES CENTRES DE SANTÉ



Alors que la gratuité des frais d'accouchement devait entrer en vigueur hier, le ministère de la Santé a tenu à préciser que l'ouverture des PMI, SMI et autres centres de santé jusqu'à 20 heures ne concernait que Libreville et sa périphérie. Les structures de l'arrière-pays fonctionnant quasiment sans discontinuer.

Page 7

JUSTICE

DERRIÈRE LES 150 KG D'IVOIRE



« L'information judiciaire suit son cours ». C'est ce qu'a déclaré vendredi dernier le procureur de Libreville, Steeve Ndong E s s a m e

Ndong, après le démantèlement d'un réseau de trafiquants d'ivoire (27 pointes, soit environ 150 kg ont été saisis). L'implication d'autres personnes n'est pas exclue.

Page 10

SPORTS

CF MOUNANA CROIT EN SES CHANCES



« CF Mounana n'est plus, et ne doit plus être un club qui se fait éliminer dès le premier tour ». Affirmation de son entraîneur Kevin Ibinga, à la veille du tour préliminaire retour de Ligue des champions à Angondjé face au Rail Club Kadiogo (Burkina Faso), qui l'avait emporté 1-0 à l'aller.

Page 11

SOCIÉTÉ

Daniel Rondeau-Véronique Tadjó : débat d'idées à l'Institut français

Page 8

PORT-GENTIL

La liberté pour 143 détenus

Page 15

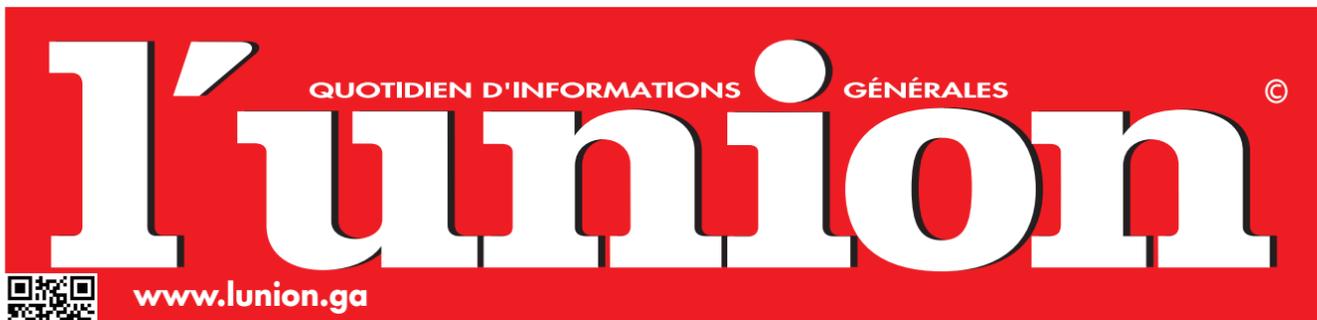
SPORTS

Mangasport : Lengoualama et la peur du vide

Page 12

n° 12654 - Mardi 20 Février 2018

42e année - 24 Pages - 400 Fcfa



SONAPRESSE, BP 3849 Libreville-GABON. Rédaction : Tél. 01 73 58 60 - Fax : 01 73 58 63 . Exploitation Publicité: Tél. 01 73 58 61 - Fax 01 73 58 62

Groupe Eramet-Gabon

UN CONTRAT LÉONIN ?



Survenant après de nombreux autres ces dernières années, le déraillement d'un train minéralier, le 5 février, sur la ligne Moanda-Owendo, entre les gares de Ndjolé et d'Abanga, amène à braquer les projecteurs, à la fois sur la Société d'exploitation du Transgabonais (Setrag), concessionnaire de la voie ferrée, et sur la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog). Mais surtout à s'interroger sur les termes du contrat liant leur maison-mère Eramet à l'Etat gabonais, les responsabilités de chacune, leurs activités, ainsi que ce que rapporte celles-ci à notre pays.

Pages 4 & 5

Pour moi quoi...

Depuis que le divorce entre l'État gabonais et Veolia a été prononcé, on a rarement vu une telle adhésion populaire, après une décision des pouvoirs publics. Il faut vraiment s'en féliciter, car ça n'arrive pas souvent. Tout le monde parle le même langage, on est tous d'accord. Qu'on soit du camp du "présida" ou opposant, riche ou pauvre, habitant des quartiers huppés ou sous-intégrés, je parle des mapanes, avec l'affaire de l'eau et du courant il n'y a pas beaucoup qui pleurent Boo et ses gens de Veolia. C'est la preuve vraiment que c'était plus grave qu'on ne le pensait.

Au point que même leurs propres « parents » qui suivent là-bas chez eux nos histoires « françafrrique », certains parmi eux reconnaissent sans langue de bois, que là, là, là nos dirigeants ont eu raison. Quand ça vient

d'eux-mêmes, ça doit nous conforter, on n'entend pas souvent ce genre de choses.

D'ailleurs, en lisant le message qu'un français « africaniste » a envoyé à un neveu qui vit là-bas, le gars dit qu'il faut mettre fin à ce néo-colonialisme économique qu'on nous a longtemps imposé, qu'on veut perpétuer dans nos pays pour continuer à piller nos matières premières et s'enrichir sur le dos de nos pauvres populations.

Donc, tout ça doit cesser. Ce qui compte aujourd'hui, c'est le bien du pays et de ses habitants. Moi Makaya et mes frères réunis à Diba Diba, ce que nous retenons dans tout ça, c'est que si l'on doit passer par des ruptures, la révision de certains accords qui ne nous profitent pas, y a plus à hésiter, il faut le faire pour nos populations, quoi ...

... Makaya